

Cadavres à la frontière rwando-burundaise : La diplomatie américaine sur l'affaire

RFI, 28-08-2014 Cadavres du lac Rweru : l'opposition rwandaise exige une enquête De plus en plus de voix s'élèvent pour demander des enquêtes après la découverte de corps dans le lac Rweru à la frontière entre le Rwanda et le Burundi. Au moins cinq selon les autorités, une quarantaine selon les pêcheurs du lac. Mais les deux pays assurent que ces corps ne sont pas ceux de leurs ressortissants. Ces informations ont fait réagir toute l'opposition rwandaise, à l'intérieur du pays, comme à l'extérieur. Tous réclament une autopsie et une enquête approfondie pour déterminer s'il s'agit des dizaines de Rwandais dont les disparitions avaient été signalées, notamment par Human Rights Watch et le département d'Etat américain.

Le président du Parti vert démocratique, Frank Habineza, ne cache pas son inquiétude. L'un de ses cadres a disparu depuis la fin du mois de juin. « Nous appelons non seulement une enquête approfondie, mais aussi une analyse d'empreintes pour déterminer avec certitude si ce sont ou non des Rwandais », explique-t-il, rappelant que toutes les empreintes sont fichées par le programme rwandais de l'identité nationale. Boniface Twagirimana, de la branche des FDU de Victoire Ingabire basée à Kigali, s'attarde sur les circonstances qui entourent ces décès, des personnes avec les mains liées, mises dans des sacs avant d'être jetées à l'eau : « Vous les signes qui ont été trouvés sur les corps sont des assassinats qui ont été perpétrés par des gens qui avaient le temps : avoir le temps de les enrouler dans des sacs, d'attacher leurs mains... » Et puis, il y a ce chiffre d'une quarantaine de corps, évoqué par les pêcheurs. C'est inquiétant, après tous les rapports de disparitions au Rwanda, insiste Boniface Twagirimana. Signaler les exactions Six partis d'opposition en exil, le PDP, le PDR, le PS Imberakuri, le RNC, Amahoro people's congress et l'autre branche des FDU ont choisi de faire un communiqué conjoint appelant à une enquête indépendante, s'offusquant que le porte-parole de la police rwandaise ait exclu d'emblée que ces corps soient ceux de Rwandais. Ces six partis demandent également à toutes les familles sans nouvelles d'un membre de famille - arrêté ou porté disparu - de se présenter aux organisations de défense des droits de l'homme comme Human Rights Watch ou Amnesty pour que « les exactions soient présentées au grand jour ». L'ancien Premier ministre Faustin Twagiramungu, à l'initiative d'une autre coalition de l'opposition, s'en prend lui aux autorités burundaises. « Elles n'osent rien dire au Rwanda alors qu'elles devraient condamner ces violences et diligenter une enquête », tonne-t-il. La diplomatie américaine sur l'affaire Interrogé par RFI, un officiel du département d'Etat américain a expliqué que les Etats-Unis étaient « très inquiets » suite à ces informations et cherchaient toujours à confirmer certains faits. « Nous sommes en contact avec les autorités burundaises et rwandaises à ce sujet », a-t-il précisé.